

de devenir moins intéressés à jouer un rôle international actif, puisque nous serions alors de plus en plus préoccupés par nos propres problèmes économiques. Il existe un lien évident entre des politiques intérieures saines et un système international sain. La cohérence au niveau des politiques est une préoccupation autant internationale que nationale pour un pays ouvert comme le Canada.

Pour comprendre vraiment la nature des intérêts canadiens dans leur configuration actuelle, il nous faudra procéder à une réévaluation plutôt pénible. Le Livre vert qui a mis en oeuvre l'actuel examen de nos relations extérieures a enclenché ce processus en mettant un peu de réalisme dans les facteurs qui conditionnent la vie canadienne. Je voulais qu'il souligne que notre prospérité dépend essentiellement des marchés étrangers - notamment des États-Unis; qu'il souligne aussi la baisse de notre part des échanges internationaux et la chute de notre compétitivité, l'importance de procéder sérieusement à des aménagements de structure; ainsi que le nouveau défi qui se pose à notre pays en matière de sécurité. Dans ce Livre vert, je voulais simplement transmettre le grand message que nous devons faire mieux. Le statu quo ne suffira pas.

Faire mieux, ça veut dire impliquer les Canadiens dans les questions internationales qui influent sur leur compétitivité et leur sécurité. Ça veut dire provoquer leur intérêt et écouter leurs préoccupations. Le Comité mixte spécial du Parlement s'en occupe déjà efficacement, tenant des audiences dans l'ensemble du pays.

Et il y aura d'autres initiatives parlementaires. Dans les dix mois que j'ai occupé ce poste, j'ai fait cinq fois au Parlement des déclarations à l'appel de motions, acceptant un débat et des questions. En cinq ans de pouvoir, le précédent gouvernement n'a jamais utilisé ce mécanisme pour permettre une discussion plus large à la Chambre des communes. Nous avons facilité le débat en Comité sur le Système d'alerte dans le Grand Nord avant d'aller de l'avant avec le projet, ce que ne faisait pas le présent gouvernement. Nous avons insisté pour que nos obligations envers NORAD soient publiquement débattues avant la date de renouvellement de l'accord l'an prochain, et nous avons dû combattre pour obtenir que l'opposition accepte ce débat. Ainsi donc, nous élargissons le processus d'établissement de notre politique extérieure. Par ce type de consultation publique, il nous faut rechercher rien de moins qu'un effort pan-national pour bien comprendre notre identité. Si nous voulons y parvenir, il faut que le processus d'examen s'attaque à certaines options de politique difficiles.